

- classes bourrées au maximum. Ça revient moins cher de confier 35 ou 40 élèves à un même prof. Si on respectait les normes pédagogiques (25 élèves par classes maximum), il faudrait en payer deux! On ne peut pas travailler avec 40 élèves, mais qu'importe!

- fournitures scolaires de plus en plus à la charge des familles; diminution du nombre de bourses dont le taux n'augmente pas au même rythme que le coût de la vie. Aide insuffisante aux établissements scolaires, ce qui oblige à augmenter les prix de pension en internat aux détriments des familles.

- exploitation du personnel enseignant. Les concours de recrutement sélectionnent des profs titulaires en nombre toujours inférieur aux besoins. Les postes non pourvus sont confiés à des auxiliaires qui travaillent avec des horaires plus longs, sont beaucoup moins payés et dont le statut précise qu'ils sont "révocables à tout moment, sans préavis et sans indemnité de licenciement" (il n'y a pas de petits profits!). Il se trouve que ce rouage-là commence à grincer sérieusement: sur l'académie de Rennes (et le mouvement s'étend maintenant aux académies de Nantes et de Caen) les auxiliaires ont entamé des actions de grèves reconductibles pour obtenir l'arrêt du recrutement des auxiliaires et la titularisation immédiate de tous les auxiliaires en poste ou au chômage (donc ayant déjà enseigné). De nombreux titulaires se joignent à ce mouvement.

D'une manière générale, sans entrer dans le détail de la très complexe hiérarchie des profs, le principe qui guide leur rémunération n'est pas "à travail égal, salaire égal", mais: "plus on travaille moins on est payé".

- prise en main par le secteur privé de certains secteurs de l'enseignement (ce genre de chose se pratique aussi pour d'autres services publics: EGF, PTT):
* formation professionnelle des adultes qui peut être assumée par les entreprises (accords du 9 juillet 1970)
* éducation physique, confiée de plus en plus à des clubs privés et extra-scolaires.
* menaces sur le secteur santé, scandaleusement insuffisant de toutes façons, etc...

- orientation du contenu même de l'enseignement sous la pression des entreprises locales. Au niveau des lycées techniques, par le biais de la taxe d'apprentissage versée par les entreprises (ça ne se voit pas en Bretagne parce qu'il n'y a pas de travail sur place mais ça se voit ailleurs). Orientation des universités par le biais des "personnalités extérieures" participant aux conseils de gestion. Sans aller jusqu'à l'"université Michelin" à Clermont Ferrand (financée, organisée et utilisée par Michelin) il arrive souvent que les entreprises locales orientent l'enseignement et la recherche en fonction de leurs besoins propres (exemple: pressions du groupe Nestlé sur l'université de Caen).

Quel est en définitive, le bilan de tout cela? Une école-instrument de la classe dominante, qui essaie de l'adapter avec plus ou moins de bonheur aux exigences de l'industrie capitaliste. Face à cela, des élèves qui, depuis mai 68, refusent de plus en plus de se laisser intégrer au système, et des enseignants contraints d'enseigner dans des conditions lamentables, sous l'inquisition d'une administration tatillonne, avec des règlements ineptes, qui se contentent coincés entre des programmes inutiles et mal fichus, des examens-couperets, et des élèves qui se posent des questions, et qui refusent de plus en plus d'être les instruments dociles du système.

Face à cela, que faire?

Prochain TAUPÉ :
- les solutions du Programme Commun
- l'école que nous voulons